

# KIAMMA S.A

BP : 15709 YAOUNDE FAX : +237 222 209 043 MOBILE : +237 697 81 25 15

SITE WEB : [www.kiama.cm](http://www.kiama.cm) EMAIL : [contact@kiama.cm](mailto:contact@kiama.cm)

SIEGE SOCIAL : MOBILE OMNISPORT DERRIERE LE STADE ANNEXE

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°000009/AONO/MINDDEVEL/CIP  
M/2023 DU 20 AVRIL 2023 POUR  
L'INTERCONNEXION DU RESEAU  
LOCAL DU BATIMENT ANNEXE C DU  
MINISTERE DE LA  
DECENTRALISATION ET DU  
DEVELOPPEMENT LOCAL A LA  
FIBRE OPTIQUE

OFFRE ADMINISTRATIVE

COPIE

## Table des matières

a. Une déclaration d'intention de soumissionner timbrée faisant apparaître les noms, prénoms, qualité, domicile, nationalité et les pouvoirs qui lui sont délégués s'il s'agit d'une société, la raison sociale et l'adresse du siège social du soumissionnaire ; .....	2
b. Une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par l'Autorité des marchés et/ou l'Organisme chargé de la régulation ; .....	3
c. Une attestation de non redevance fiscale en cours de validité délivrée par le Centre Divisionnaire des Impôts compétent (original) ; .....	4
d. Un quitus douanier attestant de ce que le redevable est à jour du paiement des droits et taxes de douane dus dans le cas où le soumissionnaire est un importateur (original) ; .....	5
e. Une carte de contribuable en cours de validité (copie certifiée conforme) ; .....	6
f. Une copie certifiée conforme du registre de commerce ; .....	7
g. Une attestation de non faillite délivrée par le Greffe du tribunal de Première Instance du domicile du soumissionnaire, datant de moins de trois (03) mois ; .....	8
h. Une attestation pour soumission délivrée par la Caisse de prévoyance Sociale, certifiant le reversement des cotisations sociales ; .....	9
i. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire délivrée par une banque de premier ordre agréée par la COBAC (original) ; .....	10
j. Un reçu de versement des frais d'acquisition du Dossier d'Appel d'Offres (original) ; .....	11
k. Un cautionnement de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charges des Finances (original) ; .....	12
l. La délégation des pouvoirs dans le cas où le soumissionnaire agi comme mandataire d'un groupement, ainsi que la convention de groupement ; .....	13
m. Une attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP ; .....	14
<b>n. Le cahier des Clauses Administratives particulières paraphé à chaque page, signé et daté à la dernière page ; .....</b>	<b>15</b>

a. Une déclaration d'intention de soumissionner timbrée faisant apparaître les noms, prénoms, qualité, domicile, nationalité et les pouvoirs qui lui sont délégués s'il s'agit d'une société, la raison sociale et l'adresse du siège social du soumissionnaire ;



au cœur de l'innovation



Yaoundé le 16 Mai 2023

## DECLARATION D'INTENTION DE SOUMMISSIONNER

A MONSIEUR LE MINISTRE DE LA DECENTRALISATION  
ET DU DEVELOPEMENT LOCAL

Monsieur,

Je soussigné, **MOLE HAMMA FIDEL**

Nationalité : Camerounaise

Domicile : Yaoundé

Fonction : Directeur Général

Entreprise : **KIAMA SA**

Inscrit au registre de commerce du tribunal de première instance de  
Yaoundé sur le numéro RC/YAO/2016/B/224.

Après avoir pris connaissance du dossier d'Appel d'Offres National ouvert  
en procédure d'urgence **N°000009/AONO/MINDEVEL/CIPM/2023 DU 20  
AVRIL 2023 POUR L'INTERCONNEXION DU RESEAU LOCAL DU BATIMENT  
ANNEXE C DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPEMENT  
LOCAL A LA FIBRE OPTIQUE.**

Déclare par la présente mon intention de soumissionner, et m'engage à  
exécuter les prestations conformément au dossier d'appel d'offres et suivant les  
prescriptions techniques particulières convenues dans le descriptif de la  
fourniture du présent appel d'offres

Fait à Yaoundé, le 16 Mai 2023

Signature de **MOLE HAMMA FIDEL**



b. Une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par l'Autorité des marchés et/ou l'Organisme chargé de la régulation ;

Yaoundé, le 16 mai 2023

**A L'ATTENTION DU MINISTRE DE LA  
DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL**

**DECLARATION SUR L'HONNEUR DE NON-ABANDON  
DE MARCHES PUBLICS AU COURS DES 03 DERNIERES  
ANNEES ET NON FIGURATION SUR LA LISTE DES  
ENTREPRISES DEFAILLANTES ETABLIES PAR LE  
MINMAP**

Je soussigné : FIDEL MOLE HAMMA

Nationalité : camerounaise

Domicile : Yaoundé

Fonction : Directeur général de KIAMA.SA

Société : KIAMA.SA

Raison sociale : Société anonyme

Adresse : derrière le stade annexe – quartier omnisport

Déclare sur l'honneur que la société KIAMA S.A n'a pas abandonné de marchés  
au cours des 03 dernières années et aussi la société ne figure pas sur la liste des  
entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP.

Fait à Yaoundé le 16 mai 2023



**Fidel MOLE HAMMA**  
Ingénieur de Conception



c. Une attestation de non redevance fiscale en cours de validité  
délivrée par le Centre Divisionnaire des Impôts compétent (original) ;

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
MINISTERE DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS  
CENTRE SPECIALISE DES IMPOTS DES  
PROFESSIONS LIBERALES ET DE L'IMMOBILIER  
CSIPLI YDE

SPECIALIZED CENTER OF LIBERAL  
PROFESSIONS AND LANDSCAPES



Référence ANR: 564177 /MIN/FIDG/CRIC1/CSIPL/RI

Yaoundé le 08/05/2023

## ATTESTATION DE NON REDEVANCE

La société: **KIAMA SA**

Numéro Identifiant Unique (NIU): **M031612491838P**

Sigle **KIAMA SA**

Ville: **YAOUNDE** Commune **YAOUNDE 1**

Quartier

Lieu Dit **DERRIERE STADE ANNEXE**

B.P:

Tél fixe: Tél. Mobile: 675501366

FAX:

Adresse électronique(e.mail): **contact@kiama.cm**

REGIME: **R**

n'est redevable d'aucun impot vis -a- vis de l'administration fiscale.

En foi de quoi la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit, et est valable pour une durée de ( 03 ) mois à compter de la date de création ( **08/05/2023** ).

**NB:** La présente attestation tient également lieu de justificatif de paiement de la patente EXERCICE 2023, de certificat d'imposition et de bordereau de situation fiscale.

LE RECEVEUR DES IMPOTS

**TENLEP Emma Mireille M**  
Inspecteur Principal des Régies Financières  
(Impôts)



LE CHEF CSIPLI YAOUNDE

**DAI-AWE Pauline Epse TABOULI**  
Inspecteur des Régies Financières (Impôts)





d. Un quitus douanier attestant de ce que le redevable est à jour du paiement des droits et taxes de douane dus dans le cas où le soumissionnaire est un importateur (original) ;

**RAS**

e. Une carte de contribuable en cours de validité (copie certifiée conforme) ;



## ATTESTATION D'IMMATRICULATION ATTESTATION OF TAXPAYERS REGISTRATION

Raison sociale : **KIAMA SA**  
Business name

Numéro identifiant unique (NIU) : **M031612491838P**  
Unique identification number (UIN)

Centre des impôts de rattachement : **CSPLI MFOUNDI**  
Tax center

Régime fiscal : **RÉEL**  
Tax system

Sans préjudice de poursuites pénales pour fraude fiscale, donne lieu à une amende d'un million (1 000 000) de francs CFA par opération, l'utilisation frauduleuse d'un numéro identifiant fiscal ou comportant des indications erronées. Décret N° 2012/3731 du 13 novembre 2012

*Without prejudice to criminal prosecution for tax fraud, gives rise to a fine of CFA F one million (1,000,000) per transaction, the fraudulent use of a tax identifier number or one containing incorrect information. Decree N ° 2012/3731 of 13 November 2012*

Une amende forfaitaire pouvant aller jusqu'à cent millions (100 000 000) de francs CFA est appliquée à toute personne ayant frauduleusement facilité, procédé ou tenté de procéder à l'accomplissement d'une obligation fiscale ou l'obtention de documents fiscaux en ligne. Loi des finances 2020. Article L104 bis

*A fixed fine that may attain CFA F one hundred million (100,000,000) shall be imposed on any person who fraudulently facilitated, carried out or attempt to carry out a tax obligation or obtain tax documents online. Finance law 2020*

Cette attestation a été générée par le système d'information de la Direction Générale des Impôts  
le 11 avril 2023 à 09:04

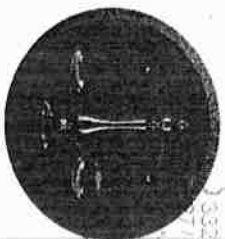
*This attestation has been generated by the information system of the Directorate General of  
Taxation on April 11, 2023 at 9:04 AM*



f. Une copie certifiée conforme du registre de commerce ;

GREFFE

SECTION DU REGISTRE DE  
COMMERCE ET DU CREDIT MOBILIER



TRADE AND PERSONAL PROPERTY  
CREDIT REGISTER

REGISTRY

REGISTRE DU COMMERCE ET DU CREDIT MOBILIER

Extrait des articles 44 et suivants de l'Acte uniforme OHADA portant sur le Droit Commercial Général

DECLARATION AUX FINS D'IMMATRICULATION

Déposée le 01/03/2016 à heure(s)

SECTION COMMERCE	CONSTITUTION DE PERSONNE MORALE
	OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT SECONDAIRE
	OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE D'UNE PERSONNE MORALE ETRANGERE

I - RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

DENOMINATION: « KIAMA » S.A

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL : YAOUNDE, au lieu BASTOS, Rue Ambassade de Chine ; BP 15709

FORME JURIDIQUE : S.A AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° RCCM du siège :

CAPITAL SOCIAL : 40 000 000 FCFA..... DONT NUMERAIRE .....

Durée : 99 ANS

II - RENSEIGNEMENT RELATIF A L'ACTIVITE DE LA PERSONNE MORALE

1 - OBJET SOCIAL :

- ✓ PRESTATIONS DE SERVICES ;  
✓ TECHNOLOGIES DE L'INFORMATIQUE ET DE LA COMMUNICATION, notamment :  
installation et maintenance des réseaux informatiques et télécommunications - installation et maintenance des systèmes - création et développement des sites WEB - création des contenus - conception des logiciels - ingénierie et conseils ; représentation des marques - vidéosurveillance - biométrie - formation - vente et maintenance du matériel informatique et télécoms ;  
✓ IMPORT-EXPORT ;  
✓ BATIMENTS, TRAVAUX PUBLICS ET AUTRES SERVICES POUVANT GENERER DES REVENUS.

9- Date de début : Nbre de salariés prévus...

10- Principale établissement ou succursale

11- Adresse : YAOUNDE

Origine : création achat apport prise en location gérance autre (préciser)...

Précédent exploitant : Nom.....//

Prénoms.....//

Adresse.....// N° RCCM.....//

Locuteur de fonds (non/dénomination adresse) :...//

11-ETABLISSEMENT SECONDAIRES (autres que celui crée) : Non Oui préciser)

Adresse.....  
Activité.....

### III - RENSEIGNEMENT RELATIFS AUX ACTIONNAIRES (\*)

(\*) la totalité des renseignements relatifs à ces associés doit IMPERATIVEMENT figurer sur le formulaire annexé.

#### RÉSUMÉ DES INFORMATIONS :

NOM	PRENOM	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	ADRESSE	FONCTION
MOLE HAMMA	FIDEL	13/05/1989 A DAGAI	BP 15709 YAOUNDE	ASSOCIE
NTOO ANGO	ANDRE ARNOLD THIERRY	26/06/1992 A ITONDEFANG	BP 15709 YAOUNDE	ASSOCIE
TEKAM TALLA	WILFRIED	12/05/1989 A NDOUNGUE	BP 15709 YAOUNDE	ASSOCIE
DATDJE	JOSUE	16/09/1984 A NGAOUNDERE	BP 15709 YAOUNDE	ASSOCIE
ZAMBO	JOSEPH HERVE	09/11/1990 A YAOUNDE	BP 15709 YAOUNDE	ASSOCIE

### VI - RENSEIGNEMENT RELATIFS AUX DIRIGEANTS (\*)

(\*) Concerne les gérants administrateurs ou associés ayant le pouvoir d'engager la personne morale

(\*) Les renseignements ne pouvant pas figurer ci-dessous doivent IMPERATIVEMENT être reportés sur le formulaire annexé

NOM	PRENOM	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	ADRESSE	FONCTION
MOLE HAMMA	FIDEL	13/05/1989 A DAGAI	BP 15709 YAOUNDE TEL : 696 813 871 DOMICILE : BIYEM- ASSI	Président Directeur Général
NTOO ANGO	ANDRE ARNOLD THIERRY	26/06/1992 A ITONDEFANG	BP 15709 YAOUNDE	Administrateur
KINGUE	SAMUEL	20/06/1997 A BONANKA-KAKE	BP 15709 YAOUNDE	Administrateur
KOM	MARTIN	VERS 1950 A BAFOUSSAM	BP 15709 YAOUNDE	Administrateur
NOKAM KENGNE	CARINE	02/04/1986 A BAFOUSSAM	BP 15709 YAOUNDE	Administrateur

### VI - COMMISSAIRES AUX COMPTES (\*)(\*\*)

NOM	PRENOM	IMMATRICULATION	ADRESSE	FONCTION
FEZE	HUBERT	O.N.E.C.C.A NUMERO 51 ECP DU 22/08/1997	BP 1225 YAOUNDE	Commissaire aux comptes titulaire

Le SOUSIGNE (préciser si mandataire) MAITRE HAPPY JULIENNE MARIE CLAUDE NOTAIRE A YAOUNDE  
Demande à ce que la présente constitue.

### DEMANDE D'IMMATRICULATION AU RCCM

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites en application de l'Acte uniforme OHADA sur le droit commercial général a été vérifiée par le Greffier en Chef soussigné qui a procédé à l'inscription le 01/03/2016  
Sous le NUMERO RC/YAO/2016/B/224

POUR

Yaoundé le 01/03/2016

Le Greffier en Chef



Chelle Gue Badjeds  
Administrateur des Greffes



g. Une attestation de non faillite délivrée par le Greffe du tribunal de  
Première Instance du domicile du soumissionnaire, datant de moins  
de trois (03) mois ;

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE  
YAOUNDE CENTRE ADMINISTRATIF  
GREFFE  
SECTION DU REGISTRE DU COMMERCE  
ET DU CREDIT MOBILIER

## ATTESTATION DE NON FAILLITE

LE GREFFIER EN CHEF du TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE YAOUNDE CENTRE ADMINISTRATIF  
soussigné, atteste que L'ENTREPRISE DENOMMEE "KIAMA" SA, DONT LE SIEGE SOCIAL EST FIXE A YAOUNDE  
immatriculée au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier de ladite juridiction sous le numéro


RC/YAO/2016/B/224 du Mardi 01 Mars 2016,

ne figure pas parmi LES ENTREPRISES déclaré(es) en état de faillite.

En foi de quoi la présente attestation a été établie et délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

YAOUNDE , le 27/04/2023

LE GREFFIER EN CHEF

  
*Marie Dorethe Jossere*  
Nelle Que Bagack  
Administrateur des Greffes



h. Une attestation pour soumission délivrée par la Caisse de  
prévoyance Sociale, certifiant le reversement des cotisations sociales ;



## CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE

### ATTESTATION POUR SOUMISSION CLEARANCE CERTIFICATE

N° : 140465155/140/2023

Je soussigné, Directeur Général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, atteste que :  
I, The undersigned Director General of the National Social Insurance Fund, hereby certify that

L'employeur: KIAMA SA  
The employer:

N° d'immatriculation: 325-0114534-000-P  
Registration N°

Boîte postale: 15709  
P.O. Box  
Ville: YAOUNDE  
Town

Téléphone : 697812515/682202675/22  
Phone

Nature de la soumission: POUR LA L INTERCONNEXION DU RESEAU LOCAL DU BATIMENT ANNEXE C DU  
Nature of Tender MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL A LA FIBRE  
OPTIQUE

Référence de l'appel d'offre: 000009/AONO/MINDEVEL/CIPM/2023 DU 20 AVRIL 2023  
Tender reference

N° de la demande: 91684249494707  
Application N°

Est à jour du paiement de ses cotisations sociales vis à vis de la CNPS  
Has settled all his social contributions vis à vis of the NSIF

Jusqu'à la date du : 15/04/2023  
Up to

Conformément à l'article 35 du décret N° 74/26 du 11 Janvier 1974  
In accordance with section 35 of law 74/26 of 11 January 1974

En foi de quoi je délivre la présente Attestation pour soumission à l'intéressé pour servir et valoir ce que de droit.  
In testimony whereof this clearance certificate is issued to the concerned to serve all lawful purposes.

Attestation valable du: 16/05/2023 au: 15/06/2023  
This attestation is valid from to

Fait à YAOUNDE le 16/05/2023  
Done at on

P. LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CNPS ET P.D.  
FOR THE GENERAL MANAGER OF NSIF, AND BY DELEGATION

Le Gestionnaire de Portefeuille



- i. **Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire délivrée par une banque de premier ordre agréée par la COBAC (original) ;**

N° 00993/First Bank/024/TALL/23

Au Capital de  
C A 50 000 000 000  
S : 87R041  
S libuable  
1087000000 43 E  
tent Banque  
S/MINFI/DCE2  
20 juillet 1987

WIFI/BIC  
CMCX

ermédiaire MAF  
COSUMAF-LMFAC-01/2015  
3 08/013/CMF/03

ège Social :  
63. Place de  
t. pendance  
t. rde-Centrosun

P 11834

il +237 222 233 066  
+237 222 223 734  
+237 222 226 837  
+237 679 529 970  
ix : +237 222 221 785

le web :  
frilandfirstbank.com

le web :  
frilandfirstbank.com

## ATTESTATION DE DOMICILIATION BANCAIRE

Nous soussignés,

**Afriland First Bank** en abrégé « **First Bank** », Société Anonyme au capital de **FCFA 50 000 000 000** dont le Siège Social est à Yaoundé B.P. 11834,

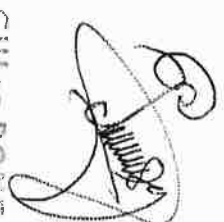
Attestons que **KIAMA SA**, adresse BP 15 709 YAOUNDE

entretient dans nos livres, le compte bancaire ouvert à l'agence de YAOUNDE  
- BIYEM-ASSI dont les coordonnées sont ci-après reprises :

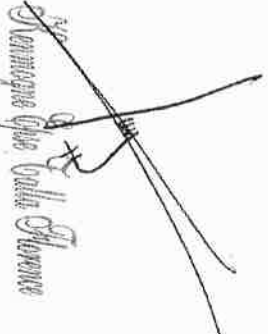
- Code SWIFT : **CCEICMCX**  
- Code banque : **10005**  
- Code guichet : **00024**  
- N° de Compte : **04890291001**  
- Clé : **01**  
- IBAN : **CM21 10005 00024 04890291001 - 01**  
- Intitulé compte : **KIAMA SA**

En foi de quoi, la présente Attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à YAOUNDE, le 17 mai 2023




GILLES PONE



GILLES PONE

j. Un reçu de versement des frais d'acquisition du Dossier d'Appel  
d'Offres (original) ;



EXERCICE 20 <u>2023</u> DATE <u>15/04/2023</u>		QUITTANCE / RECEIPT <b>H</b> 85389603		Numéroire / Cash Banque / Bank CCP / Giro (Postal)
NOM, SIGNATURE, EMPLOI 		Inspecteur du Trésor CORRESPONDANT MONTANT EN LETTRES : <u>cinquante mille F734</u> MONTANT EN CHIFFRES : <u>50 000 F</u>		
PARTIE VERSANTE DEBITOR <u>S.A</u>		N° CONTRIBUTABLE TAXPAYER'S NUMBER <u>ADND/MIND/2023</u>		
NATURE DE LA RECETTE NATURE OF REVENUE <u>UPM / 2023 au</u> <u>20 APR 2023</u>		TOTAL : <u># 50 000 F</u>		
MONTANT AMOUNT EN CHIFFRES / IN FIGURES <u># 50 000 F</u>				

k. Un cautionnement de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charges des Finances (original) ;



CAUTION DE SOUMISSION N°ZEN/ADG/DGA/DT/DDY/CSSCDY/CC/NAN/1001/156/12952/05/2023

Adressée au Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, ci-dessous désignée «le Maître d'Ouvrage»

Attendu que **KIAMA S.A BP : 15709 YAOUNDE** Tél : 697 812 515, ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du **18 MAI 2023** POUR APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°000009/AONO/MINDEVEL/CIFM/2023 DU 20 AVRIL 2023 POUR L'INTERCONNEXION DU RESEAU LOCAL DU BATIMENT ANNEXE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL A LA FIBRE OPTIQUE, ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalent à **F CFA 440 000 (Quatre Cent Quarante Mille).**

Nous **ZENITHE INSURANCE SA**, Société Anonyme au capital de 5 000 000 000, Direction Générale sise à la Rue Bébey Eyidi en face Palais Dika Akwa - Douala, BP : 1 540 - Tél : 233434 133, représentée par Monsieur **GAMA EVARISTUS NGONG**, Chef Bureau Direct Yaoundé - Bastos ET Madame **AMANDA NJONG**, Cadre Comptable, **ZENITHE INSURANCE S.A**, ci-dessous désignée « la Compagnie d'assurance » déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de **F CFA 440 000 (Quatre Cent Quarante Mille)**. Que la Compagnie d'Assurance s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité stipulée dans le Dossier d'appel d'Offres ;
2. -Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du Marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

- a. Omet de ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire où ;
- b. Omet ou refuse de fournir la garantie tenant lieu de cautionnement définitif, comme prévu dans les instructions aux soumissionnaires.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au **trentième** jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la Compagnie d'assurance, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

Délégation de Douala  
Sir Immeuble Kassap

Boulevard de la Liberté  
Akwa

Tel: 694 29 84 57

Fax: 694 30 82 32

info@zenithinsurance.com

Délégation de Yaoundé

Sir à côté du Ministère de la  
Communication, Hippodrome

B.P. 13581 Yaoundé

Tel/Fax: (237) 222 200 830

Tel/Fax: (237) 222 231 862

info@zenithinsurance.com

Tel: 694 31 11 45

Tel: 698 00 29 64

Signée et authentifiée par la Compagnie d'Assurance

A Yaoundé le **16 MAI 2023**.

*Gama Evaristus Ngong*  
Chef Bureau Direct Yaoundé-Bastos

*Aminda Njong*  
Cadre Comptable



**I. La délégation des pouvoirs dans le cas où le soumissionnaire agit  
comme mandataire d'un groupement, ainsi que la convention de  
groupement ;**

**RAS**

m. Une attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par  
l'ARMP ;



AGENCE DE REGULATION DES MARCHÉS PUBLICS  
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

CERTIFICAT DE NON-EXCLUSION DES MARCHÉS PUBLICS  
CERTIFICATE OF NON-EXCLUSION FROM PUBLIC CONTRACTS

1138632023

I - Informations sur l'Appel d'Offres (AO) / Information on Tender

N° de l'AO / Tender No. : N 034/AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/2023  
MTO ou MOD / CA or DCA : MINTP : MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS  
Date / Date: 12/05/2023

Objet / Subject : l'acquisition du materiel informatique dans les services centraux

Je soussigné, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, certifie que la base des informations disponibles à l'ARMP ce jour :  
L the undersigned General Manager of the Public Contracts Agency based on the informations available at the PCRA on this day, hereby certify that:

KIAMA SA

L'Entreprise  
The Company

Adresse, Téléphone et Fax  
BP :15709 YAOUNDE

Address, Phone and Fax

N° Contribuable  
M031612491838P

Taxation Reference No.

N° Registre de Commerce  
RC/YAO/2016/B/224

Commercial Registration No.

Ne figure pas sur la liste des entreprises exclues des marchés publics /Does not figure on list of Companies excluded from the public Contracts

Donc ai

Fait à  
YAOUNDE 12/05/2023





n. Le cahier des Clauses Administratives particulières paraphé à chaque  
page, signé et daté à la dernière page ;

PIECE N° 4 :

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



## SOMMAIRE

### CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

- Article 1 : OBJET DE LA LETTRE COMMANDE
- Article 2 : PROCEDURE DE PASSATION LA LETTRE COMMANDE
- Article 3 : PIECES CONSTITUTIVES LA LETTRE COMMANDE
- Article 4 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES
- Article 5 : DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS
- Article 6 : MANTISSEMENT
- Article 7 : LANGUES, LOIS ET REGLEMENTS APPLICABLES
- Article 8 : NORMES
- Article 9 : COMMUNICATIONS
- Article 10 : ORDRES DE SERVICE

### CHAPITRE II : EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE

- Article 11 : RÔLE ET RESPONSABILITES DU COCONTRACTANT
- Article 12 : DOMICILE DU COCONTRACTANT
- Article 13 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS
- Article 14 : DESCRIPTION DU MATERIEL
- Article 15 : RECEPTION
- Article 16 : LIVRAISON ET GARANTIE
- Article 17 : SERVICE APRES-VENTE ET PIECES DE RECHANGE
- Article 18 : ESSAIS ET SERVICES CONNEXES

### CHAPITRE III : CLAUSES FINANCIERES

- Article 19 : GENERALITES - PRIX
- Article 20 : MONTANT LA LETTRE COMMANDE
- Article 21 : AVANCE DE DEMARRAGE
- Article 22 : CAUTIONS ET GARANTIES
- Article 23 : MODALITES DE PAIEMENT
- Article 24 : VARIATION DES PRIX
- Article 25 : PENALITES POUR RETARD
- Article 26 : REGIME FISCAL ET DOUANIER
- Article 27 : FRAIS DE TIMBRE ET DROIT D'ENREGISTREMENT

### CHAPITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

- Article 28 : DOCUMENTS A FOURNIR
- Article 29 : CAS DE FORCE MAJEURE
- Article 30 : REGLEMENT DES LITIGES
- Article 31 : RESILIATION LA LETTRE COMMANDE
- Article 32 : VALIDITE ET ENTREE EN VIGUEUR LA LETTRE COMMANDE



2



Pour l'application des dispositions du présent Marché et des textes généraux auxquels il se réfère, il est précisé que :

Le Maître d'Ouvrage est le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local ;

Le Chef de Service de la Lettre commande est le Directeur des Affaires Générales du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local ;

L'ingénieur de la lettre commande est le Directeur des Systèmes d'Information du MINDEVEL.

L'ingénieur de la lettre commande doit vérifier que les installations fournies sont conformes aux spécifications techniques décrites au détail technique du présent Marché, les approuver ou les refuser s'ils sont conformes, ou non.

#### ARTICLE 6 : NANTISSEMENT

En vue de l'application du régime de nantissement institué par la réglementation en vigueur, sont désignés comme suit :

**Autorité chargée de la liquidation du Marché :**

Le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local ou son représentant ;

**Responsable chargé du paiement :**

Le Payeur Spécialisé auprès du MINDEVEL ;

**Autorité compétente pour fournir les renseignements :**

Le Directeur des Affaires Générales du MINDEVEL.

#### ARTICLE 7 : LANGUES, LOIS ET REGLEMENTS APPLICABLES

7.1 : Les langues utilisées sont le Français ou l'Anglais.

7.2 : Le Cocontractant s'engage à observer les lois, les ordonnances et les règlements en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation, que dans la réalisation du Marché.

Sil lesdits lois, ordonnances et règlements venaient à être modifiés après signature du présent Marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

#### ARTICLE 8 : NORMES

Le Cocontractant s'engage à fournir les prestations conformément aux normes professionnelles et déontologiques les plus exigeantes. Il remplacera sans délai

Marché qui ne donnerait pas satisfaction au Maître d'Ouvrage.

#### ARTICLE 9 : COMMUNICATIONS

Toutes les notifications et communications écrites dans les délais prescrits par le présent Marché devront être faites aux adresses du Cocontractant et du Maître d'Ouvrage au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, téléphone n°222 22 15 53.

#### ARTICLE 10 : ORDRES DE SERVICE

1. L'ordre de service de démarrage des prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef de Service du Marché.

2. L'ordre de service à incidence financière ou susceptible de modifier les délais sera signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef de Service du Marché.

3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations et sans incidence financière seront directement signés par le Chef de Service du Marché et notifiés par l'ingénieur du Marché.

4. Les ordres de service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage.

Une copie de chaque ordre de service sera transmise au MINMAP.

Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

#### CHAPITRE II : EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE

#### ARTICLE 11 : ROLE ET RESPONSABILITES DU COCONTRACTANT

Le Cocontractant a pour mission d'assurer National pour l'interconnexion du réseau local du Bâtiment annexe C à la fibre optique (lot 1) et l'extension du réseau informatique (lot 2) du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local tel qu'indiqué dans le descriptif de la fourniture ainsi que dans le Devis Quantitatif et Estimatif, sous le contrôle de l'ingénieur du Marché, conformément au présent Marché et aux règles et normes en vigueur.

#### Article 12 : DOMICILE DU COCONTRACTANT

Pour l'exécution du présent Marché, le Cocontractant est réputé avoir élu domicile en République du Cameroun.

#### ARTICLE 13 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La prestation, objet de la présente lettre commande, consiste en l'interconnexion du réseau local du bâtiment annexe C à la fibre optique dont les caractéristiques sont listées dans le descriptif technique et dans le Devis quantitatif et estimatif.

#### ARTICLE 14 : DESCRIPTION DU MATERIEL

Les caractéristiques techniques des installations à livrer sont listées dans le descriptif technique de la fourniture ainsi que dans le Devis Quantitatif et Estimatif joint en annexe.

#### ARTICLE 15 : RECEPTION

##### **15.1. Documents à fournir avant la réception technique**

Le Cocontractant devra, dans un délai de huit (08) jours au moins avant la réception, transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- une copie de la facture décrivant les installations à faire et indiquant leur quantité, leurs prix et le montant total Toutes Taxes Comprises;
- la notification de la livraison ;
- les certificats d'origine et de garantie du fabricant pour le matériel à livrer.

##### **15.2. Réception technique**

Le Cocontractant demande par écrit au Chef de Service du Marché, avec copie à l'ingénieur, l'organisation d'une visite technique.

La commission de réception technique est composée ainsi qu'il suit :

- l'ingénieur de la lettre commande.
- le Chef de Service de la lettre commande ;
- le Chef de Service des Marchés ;
- l'Agent chargé des opérations de comptabilités-matières au Cabinet du MINDEVEL ;
- le Chef de Division des Systèmes d'Information du MINDEVEL ;
- le Cocontractant ou son représentant dûment mandaté.

Elle vérifiera la conformité des installations livrées par rapport aux caractéristiques définies dans le descriptif technique et dans le devis quantitatif et estimatif et décidera s'il y a lieu de prononcer la réception technique, ou non.

La réception technique fera l'objet d'un procès-verbal dressé et signé séance tenante par tous les intervenants.

##### **15.3 Réception provisoire**

La réception provisoire se fera au bâtiment annexe C du MINDEVEL.

Le Cocontractant saisit le Maître d'Ouvrage dans un délai d'au moins une semaine avant la date de livraison qui sera fixée par le Maître d'Ouvrage dans les cinq (05) jours qui suivent la correspondance du Cocontractant. Ce dernier est tenu d'assister ou de se faire représenter aux travaux de la Commission ; son absence équivaut à l'accord sans réserve aux conclusions de celle-ci.

##### **15.4 Composition et attributions de la Commission de réception provisoire**

La Commission de réception sera composée des membres suivants :

**Président :** le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local ou son représentant.

#### Membres :

- le Chef de Service de la lettre commande ;
- le Directeur des Systèmes d'Information du MINDEVEL ;
- le Chef de Service des Marchés du MINDEVEL ;
- l'Agent chargé des opérations de comptabilités-matières au Cabinet du MINDEVEL ;
- le Cocontractant ou son représentant dûment mandaté ;

**Rapporteur :** l'ingénieur de la lettre commande.

**NB :** Le représentant du MINMAP assiste à la réception en qualité d'observateur (art 47 (1-e) décret n°2018/366

du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics)

Les membres de la commission de réception provisoire sont convoqués à la réception par courrier du Maître d'Ouvrage au moins trois (03) jours avant la date de la réception à la demande du Cocontractant.

Le Cocontractant assiste à la réception. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission, après visite des installations, examine le procès-verbal de réception technique et procède à leur réception provisoire, s'il y a lieu.

La réception provisoire fera l'objet d'un procès-verbal de réception provisoire signé séance tenante par tous les membres de la Commission.

#### **15.5 Réception définitive**

La réception définitive s'effectuera dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie (Art 15.3) par la même Commission visée à l'article 14.4 ci-dessus. La procédure de la réception définitive est la même que celle de la réception provisoire.

Un procès-verbal sera dressé et signé, séance tenante, par tous les membres.

### **ARTICLE 16 : LIVRAISON ET GARANTIE**

#### **16.1. Lieu de livraison**

Les trois (03) sites des services centraux du MINDEVEL constituent le lieu d'exécution objet de la présente lettre commande.

#### **16.2. Délai de livraison**

Le délai de livraison est fixé à quatre (04) mois maximum, à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations au Cocontractant.

#### **16.3. Délai de garantie**

Le délai de garantie est fixé à un (01) an, à compter de la réception provisoire. Pendant cette période, les dommages et les défauts de fabrication constatés sont à la charge du Cocontractant.

### **ARTICLE 17 : SERVICE APRES-VENTE ET PIECES DE RECHANGE**

Le Cocontractant doit maintenir en République du Cameroun pendant une période de cinq (05) ans à compter de la date de réception définitive, un représentant permanent dûment mandaté, des ateliers de réparation, un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au bon fonctionnement des installations ou accessoires qu'il a fournis, ainsi qu'un stock suffisant de pièces de rechange.

Le Cocontractant peut également recourir à une structure de maintenance automobile agréée pour assurer, en ses lieu et place, sur la base d'un partenariat, le service après-vente.

### **ARTICLE 18 : ESSAIS ET SERVICES CONNEXES**

Le Cocontractant devra renforcer les capacités techniques du personnel commis au maniement de ces installations. A cet effet, il mettra à leur disposition toute la documentation technique nécessaire et une équipe de formation dédiée. L'équipe de formation devra s'assurer de la bonne prise en main des installations livrées pour un délai minimal de 72 heures.

## **CHAPITRE III : CLAUSES FINANCIERES**

### **ARTICLE 19 : GENERALITES - PRIX**

Le Cocontractant est réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les sujétions imposées par la livraison du matériel objet du présent Marché, ainsi que de toutes les conditions locales susceptibles d'influer sur cette livraison.

Les prix sont réputés fermes et non révisables. Ils tiennent compte obligatoirement de tous les accessoires, transports, frais, faux-frais et aléas, jusqu'au lieu de livraison.





## ARTICLE 20 : MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE

Le montant de la présente lettre commande est décliné par lot ainsi qu'il suit :

TOTAL HT	FCFA
TVA	FCFA
AIR	FCFA
TOTAL TTC	FCFA
NET A MANDATER	FCFA

## ARTICLE 21 : AVANCE DE DEMARRAGE

### ARTICLE 22 : CAUTIONS ET GARANTIES

#### 22.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à cinq pourcent (5%) du montant TTC du Marché et est délivré par une banque de premier ordre ou par un établissement financier agréé par le Ministère en charge des Finances.

Le cautionnement définitif sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire du matériel, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande écrite du Cocontractant.

#### 22.2. Cautionnement d'avance de démarrage

L'avance de démarrage est cautionnée à 100% par une banque de premier ordre ou par un établissement financier agréé par le ministère en charge des finances.

Le remboursement de l'avance de démarrage s'effectuera par déduction sur la facture du fournisseur. Cette avance sera entièrement libérée avant que le montant total des paiements n'atteigne 70% du montant TTC du Marché.

#### 22.3. Cautionnement de retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à dix pourcent (10%) du montant TTC du Marché.

La restitution de la retenue de garantie ou de son cautionnement sera effectuée dans un délai de trente (30) jours après la réception définitive, à l'issue de la période de garantie sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du Cocontractant.

### ARTICLE 23 : MODALITES DE PAIEMENT

Le Cocontractant sera rémunéré sur présentation d'une facture établie en six (06) exemplaires dont l'original doit être timbré selon le tarif en vigueur.

La facture devra être revêtue des mentions de prise en charge et de liquidation accompagnées du procès-verbal de réception en quatre (04) exemplaires et l'original du Marché dûment enregistré conformément à la réglementation en vigueur. Elle devra également avoir le visa du MINMAP.

Le paiement se fera par virement au compte bancaire N° \_\_\_\_\_ ouvert dans les livres de \_\_\_\_\_ Agence de \_\_\_\_\_

### ARTICLE 24 : VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés fermes et non révisables.

### ARTICLE 25 : PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans les délais contractuels, le Cocontractant sera passible de pénalités calculées par jour calendaire dans les conditions ci-après :

- 1/2000<sup>ème</sup> du montant du Marché du 1<sup>er</sup> au 30<sup>e</sup> jour de retard ;
- 1/1000<sup>ème</sup> au-delà du 30<sup>e</sup> jour de retard.

### ARTICLE 26 : REGIME FISCAL ET DOUANIER